



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org

Fondé à Bruxelles en 1979 par Bernard Adam, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

NOTE D'ANALYSE – 3 juin mai 2014

SADATCHY Priscilla. *Boko Haram : un an sous état d'urgence*. Note d'Analyse du GRIP, 3 juin 2014, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/1311>



NOTE D'ANALYSE

BOKO HARAM : un an sous état d'urgence

Par **Priscilla Sadatchy**

3 juin 2014

Résumé

Un an après avoir décrété l'état d'urgence dans le nord-est du pays, les autorités nigérianes ne sont toujours pas venues à bout du groupe islamiste Boko Haram. Au contraire, le conflit – surmédiatisé depuis l'enlèvement spectaculaire de plus de 200 lycéennes à Chibok – est devenu plus meurtrier que jamais, avec plus de 2 000 victimes depuis le début de l'année. Pire, le groupe semble étendre son théâtre d'opération, laissant craindre une contagion des violences aussi bien dans le centre du Nigeria que dans les pays voisins. Impuissant, le gouvernement cherche désespérément un appui international alors qu'une escalade est à craindre à l'approche des élections générales de 2015.

Abstract

Boko Haram: one year under emergency state

One year after the government declared the state of emergency in the North-East, Boko Haram Islamists are still posing a serious threat in Nigeria. By now, the conflict – which received large media coverage since the abduction of more than 200 school-girls in Chibok – is deadlier than ever, causing more than 2 000 death since the beginning of the year. Even worse, the group seems to extend its operations to the Middle Belt but also to the neighbouring countries. As the 2015 general elections approach with the risk of an escalation of violence, the government seeks international assistance to stop Boko Haram.

Introduction

Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad (« Peuple dévoué aux enseignements du prophète pour la propagation et la guerre sainte »), plus communément appelé Boko Haram (« l'enseignement occidental est un péché »), est une secte nigériane prônant un islamisme radical et une application stricte de la charia dans le nord du Nigeria¹. Apparu en 2002 dans l'État de Borno (nord-est), Boko Haram s'est radicalisé après l'exécution extrajudiciaire de son fondateur, Mohamed Yusuf, et le massacre de plus de 800 de ses membres par les forces nigérianes en 2009².



Carte des États de Yobe, de Borno et d'Adamawa
(source : VOA)

Au-delà de la religion, le mouvement puise avant tout ses racines du difficile contexte socio-économique auquel sont confrontées les populations du nord et de la forte disparité Nord-Sud. Le développement économique du pays s'est pour l'essentiel concentré dans le delta du Niger, au Sud, où se trouvent d'importantes réserves pétrolières. Par opposition, l'économie du Nord est déclinante du fait du manque d'investissements consentis à l'agriculture, de l'insuffisance des infrastructures, de l'absence de l'État, de l'insécurité grandissante, etc³.

Ces inégalités ont créé un certain ressentiment, le Nord se sentant délaissé par le gouvernement central. Une règle implicite au sein du *People's Democratic Party* (PDP), parti au pouvoir depuis l'indépendance, prévoit une alternance entre le Nord et le Sud tous les deux mandats présidentiels mais alors que des élections générales sont prévues en 2015, le Nord accuse le Sud de vouloir conserver le pouvoir. L'actuel président, Jonathan Goodluck – un chrétien du Sud – a accédé à son poste (par intérim) lorsque son prédécesseur Umaru Yar Adua – un musulman du Nord – est décédé au cours de son premier mandat en 2010. Malgré la controverse (les nordistes estimant que la présidence leur revenait), Jonathan s'est présenté à la présidentielle de 2011 et a remporté le scrutin. Si le président sortant n'a toujours pas annoncé ses intentions pour 2015, les rumeurs – plus que fondées – sur sa candidature ont provoqué une crise politique sans précédent au sein du PDP. Depuis septembre 2013, le parti au pouvoir fait face à une véritable hémorragie qui a failli lui coûter la majorité parlementaire. Plusieurs députés et sénateurs, ainsi que huit gouverneurs – essentiellement du Nord⁴ – ont quitté le parti pour rejoindre l'*All Progressives Congress* (APC). Récemment créé à la faveur d'une alliance entre plusieurs partis d'opposition, l'APC reste fragile mais menace désormais l'hégémonie du pouvoir en place. À l'approche des élections de 2015, les deux partis politiques se livrent déjà une lutte sans merci et n'hésitent pas à utiliser la problématique Boko Haram pour influencer les électeurs.

1. Sadatchy Priscilla, [Boko Haram – Fiche Documentaire du GRIP](#), 19 octobre 2011, Bruxelles.
2. Alain Vicky, « Aux origines de la secte Boko Haram », *Lemondediplomatique.fr*, avril 2012.
3. Thomas Cantaloube, « La menace grandissante de Boko Haram », *Mediapart.fr*, 16 mai 2014.
4. Il s'agit des gouverneurs d'États au nord du pays : Adamawa, Jigawa, Kano, Kebbi, Kwara, Niger et Sokoto, à l'exception du gouverneur de l'État de Rivers.

Loin de constituer une entité homogène, Boko Haram présente de multiples facettes : le noyau dur adhérant pleinement à un islam radical ; des jeunes sans emploi et sans perspective d'avenir et autres bandes criminelles agissant pour des raisons purement économiques ; et des groupes d'intérêts motivés par des desseins politiques se dissimulant derrière l'étiquette Boko Haram pour agir en toute impunité. Ce dernier groupe étant appelé à se développer à l'approche des élections de 2015. Quant à la branche radicale, elle est elle-même composée de plusieurs cellules plus ou moins autonomes, la plus dangereuse actuellement étant celle dirigée par Abubakar Shekau, ancien second de Mohamed Yusuf et actuel numéro un de la secte. Face à l'ampleur des violences, et sous le feu des critiques pour son incapacité à résorber l'insécurité dans le nord-est du pays, le gouvernement a décrété l'état d'urgence le 14 mai 2013 dans les trois États les plus affectés par la crise – à savoir Adamawa, Borno et Yobe – et y a lancé une offensive armée⁵. Un an après la mise en place de cette mesure exceptionnelle, le bilan des forces nigérianes est plus que mitigé. Non seulement l'armée n'est pas parvenue à vaincre Boko Haram mais le conflit apparaît plus meurtrier que jamais.

Après une relative accalmie dans les premières heures de l'offensive, Boko Haram a su s'adapter au renforcement de la présence militaire et a multiplié les attaques sanglantes. Un an plus tard, agitant la carte de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement nigérian espère obtenir l'aide internationale pour neutraliser Boko Haram qui lui s'appuie sur les groupes djihadistes présents dans la bande sahélienne. Alors que le pays – et les élites politiques – se préparent d'ores et déjà pour les élections générales de 2015 et que le conflit ne cesse d'être instrumentalisé à des fins politiques, la situation sécuritaire risque de se détériorer davantage.

1. L'impact de l'état d'urgence sur Boko Haram

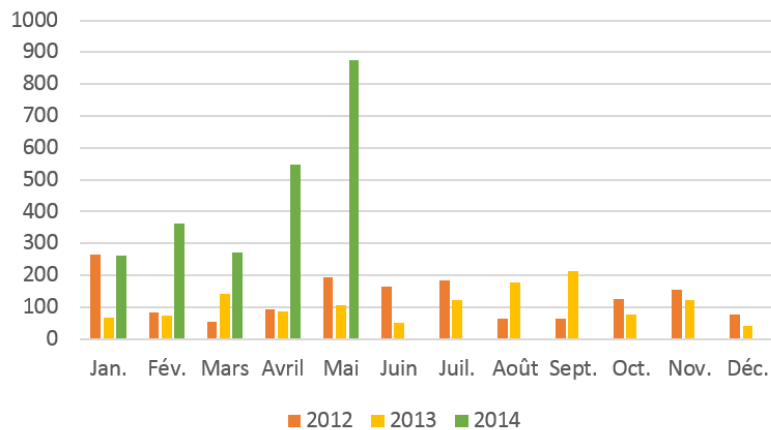
Si l'offensive militaire déclenchée en mai 2013 n'a pas eu l'effet escompté, elle a toutefois eu des répercussions sur les activités de Boko Haram. Délogé de son fief à Maiduguri, dans l'État de Borno, le groupe s'est radicalisé, adaptant son mode opératoire et son théâtre d'opération pour devenir plus violent que jamais.

1.1. Un conflit de plus en plus meurtrier

L'instauration de l'état d'urgence a permis une relative accalmie dans le nord-est dans les premières semaines ayant suivies le déploiement de l'armée – à noter toutefois que les autorités ont cloisonné l'information durant cette période. Cependant, Boko Haram s'est rapidement adapté, reprenant les attaques dès juillet 2013. La répression armée ayant pour conséquence une plus forte radicalisation du noyau dur des combattants, le groupe a marqué son grand retour en ce début d'année avec des attaques figurant parmi les plus sanglantes avec des centaines de victimes tous les mois. *Amnesty International* a estimé à 1 500 le nombre de morts au cours du premier trimestre⁶. À ce jour, le conflit compte déjà plus de 2 000 victimes uniquement pour 2014.

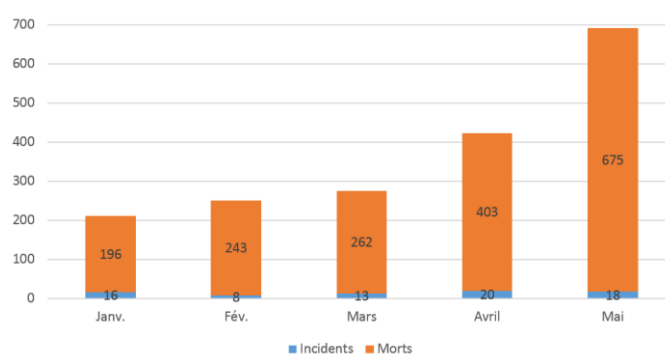
5. « Goodluck Jonathan décrète l'état d'urgence pour combattre Boko Haram », *Rfi.fr*, 15 mai 2013.

6. « More than 1,500 killed in North-Eastern Nigeria in early 2014 », *Amnesty International Publications*, mars 2014.



Nombre de morts liés au conflit au cours des trois dernières années. Ces chiffres ne sont que des estimations basées sur les bilans des incidents évoqués dans la presse nigérienne (les 2000 islamistes que l'armée affirme avoir tué au cours d'une opération dans la forêt de Sambisa en mars 2014 n'ont pas été comptabilisés).

Dans l'État du Borno, les attaques contre les cibles civiles sont plus fréquentes et meurtrières que par le passé, Boko Haram rasant des villages entiers comme ceux d'Izghe (106 morts le 15 février⁷) et d'Amchaka (60 morts le 13 avril⁸) dans les zones de gouvernement local (*local government area - LGA*) de Gwoza et de Bama. Ce phénomène s'explique notamment par le fait que le groupe cherche à intimider les populations locales pour les dissuader de collaborer avec l'armée. Ces attaques ont ainsi été menées en représailles à l'apparition de milices d'auto-défense, les « *Civilians JTF* », composées de jeunes locaux et qui coopèrent avec les forces nigérianes pour lutter contre les islamistes. Par ailleurs, après les premières heures de l'offensive armée, il était plus aisé pour Boko Haram de s'attaquer à des villages isolés plutôt qu'à des objectifs militaires ; cela lui permettait de continuer à instiller un climat de terreur et à faire parler de lui sans trop s'exposer.



Estimations du nombre d'incidents et de morts dans l'État de Borno en 2014.

7. « Nigeria's Boko Haram in village massacre », *BBC.com*, 16 février 2014.

8. « Scores killed in Boko Haram attack in Nigeria », *Aljazeera.com*, 14 avril 2014.

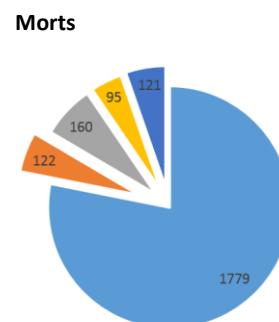
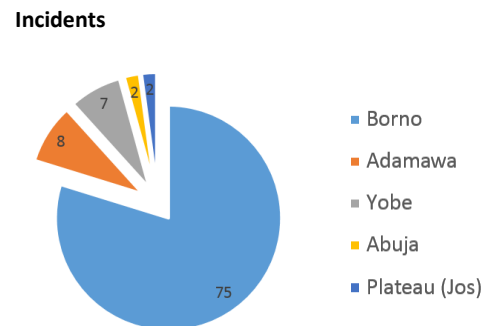
L'essentiel des violences est concentré dans le Borno mais des cellules de Boko Haram demeurent actives dans les États de Yobe et d'Adamawa où les attaques sont moins fréquentes mais tout aussi meurtrières⁹. Si Kano a été épargnée ces derniers mois, l'attentat du 18 mai¹⁰ atteste de la volonté du groupe à regagner du terrain.

1.2. Déplacement et extension du conflit

De Maiduguri à Sambisa, débordements transfrontaliers

Avant l'état d'urgence, Boko Haram était surtout actif à Maiduguri, son fief et la capitale de l'État de Borno. Le déploiement de l'armée a forcé les islamistes à se replier, notamment dans la forêt de Sambisa¹¹, dans les montagnes de Mandara, le long de la frontière avec le Cameroun¹² et dans les environs du Lac Tchad. Ainsi, depuis mai 2013, la majorité des affrontements ont eu lieu en zones rurales mais le groupe conserve les capacités nécessaires pour infiltrer Maiduguri et y mener des opérations audacieuses. Depuis décembre 2013, Boko Haram a déjà frappé la ville à plusieurs reprises : raid contre l'aéroport le 1^{er} décembre 2013¹³ ; attentats-suicides à la voiture piégée les 14 janvier¹⁴ et 1^{er} mars¹⁵ ; raid armé contre la caserne de Giwa le 14 mars¹⁶ ; attentat suicide à la voiture piégée contre une patrouille de police le 25 mars¹⁷ et contre une station essence le 1^{er} avril¹⁸.

Les combattants pullulent également dans les zones frontalières. Si des éléments de Boko Haram ont été repérés dans les pays voisins – Cameroun, Niger, Tchad, voir même au Bénin¹⁹ – ceux-ci ne servent jusqu'à présent que de zones de repli et d'approvisionnement en armes et en combattants. Toutefois l'Extrême-Nord du Cameroun, théâtre de plusieurs incursions de Boko Haram, n'est pas à l'abri de nouveaux incidents violents, la secte ayant directement menacé les autorités camerounaises²⁰. Au Niger, la région de Diffa est



9. 59 morts dans l'attaque d'une école à Yobe en février et 35 morts dans l'attaque d'une église à Adamawa le 26 janvier « Nigerian Islamists kill 59 pupils in boarding school attack », Reuters.com, 26 février 2014 ; « Boko Haram bombed church in Adamawa: Christian worshippers killed in forest », Naijagists.com, 27 janvier 2014.

10. « Cinq morts dans un attentat à la voiture piégée à Kano », Afrik.com, 19 mai 2014.

11. « Inside Boko Haram's base in Sambisa fores », Dailytrust.info, 11 mars 2014.

12. « Boko Haram enrôle de jeunes Camerounais à la frontière », Sidwaya.bf, 3 avril 2014.

13. « Boko Haram attack Maiduguri airbase », BBC.com, 2 décembre 2013.

14. « Deadly car bomb strikes Nigeria's Maiduguri », Aljazeera.com, 14 janvier 2014.

15. « Bomb Blasts Kill 35 in Maiduguri », Leardership.ng, 1er mars 2014.

16. « Boko Haram attack on Giwa barracks in Maiduguri », Saharareporters.com, 28 mars 2014.

17. « Suicide Bombers Kill 10 in Maiduguri », allafrika.com, 25 mars 2014.

18. « Deaths in suicide attacks in north Nigeria », Aljazeera.com, 2 avril 2014.

19. « Cameroun, Tchad, Niger, Bénin : pays sous la menace de Boko Haram », Jeuneafrique.com, 15 mai 2014.

20. Pauline Guibbaud, [Boko Haram : le Nord-Cameroun dans la tourmente ?](#), Éclairage du GRIP, 3 juin 2014.

particulièrement sensible, le groupe armé y ayant dernièrement renforcé sa présence²¹. Des lycéennes enlevées à Chibok par Boko Haram auraient également été aperçues en Centrafrique, escortées par des hommes armés²².

Vulnérabilité d'Abuja et de la Middle Belt

Les attentats contre des gares routières de Nyanya, à seulement 8 km d'Abuja, à moins de trois semaines d'intervalle les 14 avril et 1^{er} mai, rappellent que Boko Haram dispose de capacités suffisantes pour opérer loin de son fief et souligne une nouvelle fois la vulnérabilité du pouvoir central. Ces attaques contre Abuja n'étaient pas les premières et certainement pas les dernières : en revendiquant l'attentat du 14 avril dans une vidéo diffusée 4 jours plus tard, Shekau a menacé de nouvelles attaques, mettant les autorités en garde contre la présence de ses hommes dans la ville²³. En ciblant la capitale, symbole du pouvoir, le groupe humilie les autorités, s'assure d'une couverture médiatique à l'échelle internationale, démontre sa puissance et rappelle qu'il est capable de frapper n'importe où, créant ainsi un sentiment d'insécurité dans tout le pays. Shekau a justifié l'attentat du 14 avril comme un acte de représailles contre le « massacre de musulmans » dans le centre du pays, une façon pour lui de légitimer son action mais aussi d'attiser les tensions ethnico-foncières et d'instrumentaliser les violences chroniques entre éleveurs musulmans et agriculteurs chrétiens dans les États de la Middle Belt. Par ailleurs, si le double attentat du 20 mai à Jos (dans l'État du Plateau) n'a pas encore été revendiqué, il y a tout lieu de penser qu'il s'agit une nouvelle fois de Boko Haram²⁴, confirmant ainsi la capacité et la volonté du groupe à étendre ses activités vers le centre du pays.

Delta du Niger, zone interdite ?

Jusqu'à présent, Boko Haram n'a jamais opéré au-delà d'Abuja mais dans une vidéo remise à l'AFP le 19 février 2014, Shekau a menacé de s'attaquer aux installations pétrolières dans le sud du pays²⁵. Un tel coup de force permettrait de frapper au cœur même de l'économie nigériane, de porter atteinte aux intérêts occidentaux (via les compagnies pétrolières étrangères) et aurait un impact négatif sur l'image du pays auprès des investisseurs. Il s'agirait par la même occasion de se « venger » du Sud favorisé par le pouvoir.

Toutefois, un tel scénario semble peu réalisable pour l'heure. La secte pourrait éventuellement mener une attaque ponctuelle dans le delta mais ne semble pas en mesure de s'implanter durablement dans la zone. Le groupe, composé d'activistes de confession musulmane, ne dispose pas d'un ancrage suffisant dans cette région majoritairement chrétienne.

21. « Boko Haram renforce sa présence au Niger », *Mondeafrique.com*, 26 février 2014 ; « Niger: combats entre l'armée et Boko Haram », *BBC.co.uk*, 7 mai 2014.

22. « Une cinquantaine de lycéennes nigérianes repérées en Centrafrique », *Jeuneafrique.com*, 9 mai 2014.

23. « Boko Haram - Suicide Bombers Kill 10 in Maiduguri », *allafrica.com*, 25 mars 2014.

24. « Un double attentat fait au moins 118 morts sur un marché de Jos », *Bfmtv.com*, 20 mai 2014.

25. « Boko Haram attacks Borno and threatens the Niger Delta », *Longwarjournal.org*, 21 février 2014.

Certes, des musulmans sont implantés dans le Sud mais du fait de leurs conditions de vie – meilleures que dans le nord – ces populations sont moins enclines à verser dans l’islamisme radical. De plus, les éléments de Boko Haram seraient facilement repérables, ce qui ajoute encore à la complexité d’opérer dans cette zone.

Enfin, Boko Haram se confronterait aux ex-militants²⁶, qui considèrent le Delta comme leur chasse gardée. Le 17 avril, un leader d’ex-militants, Preye Ekpebide, a mis Boko Haram en garde, ordonnant au groupe de limiter son action au nord-est du pays²⁷.

Boko Haram ne semble donc pas pour l’instant en mesure de déstabiliser le Delta, cependant ses activités ont d’ores et déjà des répercussions sur le Sud. Les services de sécurité sont en état d’alerte alors que circulent des informations selon lesquelles des combattants de Boko Haram auraient fui vers le sud du pays après l’état d’urgence. Des dizaines de suspects ont été arrêtés au cours des derniers mois (42 arrestations dans l’État de Lagos en février²⁸) mais des mesures sécuritaires trop draconiennes (vagues d’arrestations sur la base de critères ethniques²⁹) risquent d’exacerber les tensions communautaires. L’impact de Boko Haram sur le sud du pays se traduit également sur le plan socio-économique. À titre d’exemple, le prix de certaines denrées (maïs, millet, riz, etc.) a drastiquement augmenté à l’été 2013 à Ibadan (dans l’État d’Oyo) suite au refus des commerçants de communautés yoruba d’aller s’approvisionner dans le Nord tant que le contexte sécuritaire ne s’améliorait pas (dix des leurs avaient été tués par Boko Haram dans l’État de Borno le 28 juin 2013)³⁰. La situation s’est détériorée jusqu’à aboutir à des affrontements entre commerçants yoruba et haussa qui, courant un moindre risque en se rendant au Nord, avaient continué à vendre leurs marchandises à Ibadan³¹.

1.3. Un *modus operandi* évolutif

Avant l’intervention militaire de mai 2013, les membres de la secte – qui vivaient sur place, dans les villes, et non cachés dans la forêt – avaient surtout recours aux attaques de type « *hit and run* » perpétrées en petits groupes (2 à 6 éléments). Repoussé dans des zones rurales, le groupe a dû adapter son mode opératoire. Désormais, les combattants se déplacent et attaquent davantage en groupe, parfois par centaines. Les attentats-suicides, qui permettent une infiltration discrète tout en causant de sérieux dommages, se sont aussi multipliés. Ce type d’attaque n’est pas nouveau (depuis 2011) mais leur occurrence restait rare alors que le groupe y a désormais recours à fréquence régulière.

26. Groupes armés revendiquant une meilleure redistribution des ressources pétrolières et ayant déposé les armes dans le cadre d’un programme d’amnistie en 2009.

27. « Niger Delta militant challenges Boko Haram », *Osundefender.org*, 17 avril 2014.

28. « Army Places Officers on High Alert in Lagos », *Thisdaylive.com*, 23 février 2014.

29. « Rivers police claim arrest of 320 B’Haram suspects », *Punchng.com*, 27 janvier 2014.

30. « Food scarcity looms in S’West », *Sunnewsonline.com*, 4 juillet 2013.

31. « Yoruba, Hausa traders clash in Ibadan market », *Punchng.com*, 24 août 2013.

Au cours des deux derniers mois, le groupe a ainsi mené des attentats-suicides quasiment toutes les deux semaines : les attentats de Maiduguri (1, 14, 25 mars et 1 avril), ceux des 14 avril³² et 1^{er} mai³³ dans des gares routières de Nyanya, celui de Kano le 18 mai et celui de Jos le 20 mai. Les attaques sont également de plus en plus spectaculaires et meurtrières.

Le groupe a également recours aux enlèvements, une pratique qui lui permet de limiter la marge de manœuvre des forces gouvernementales en se servant des otages comme de boucliers humains, ou pour obtenir des rançons. En revanche, le rapt de plus de 200 lycéennes à Chibok le 17 avril constitue le premier enlèvement de masse et témoigne de la puissance de frappe du groupe capable de déplacer et de gérer autant d'otages sans se faire repérer.

2. Vers une internationalisation de Boko Haram ?

L'évolution récente de Boko Haram – recours quasi-systématique aux attentats-suicides et débordement des violences dans les pays voisins – vient nourrir le débat sur les liens qu'entretient la secte avec les groupes djihadistes présents en Afrique. D'autant plus que les États-Unis³⁴ et le Conseil de sécurité de l'ONU³⁵ ont récemment inscrit la secte sur leur liste noire des organisations terroristes étrangères, en raison de ses liens avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)³⁶. Si l'agenda de Boko Haram demeure nigérian, le groupe a été propulsé sur le devant de la scène internationale avec l'affaire des lycéennes de Chibok, une sur-médiatisation qui n'est pas sans conséquence.

2.1. Un agenda nigérian malgré l'influence de djihadistes

Boko Haram et la maison-mère d'Al-Qaïda, une influence idéologique

Boko Haram tient un discours pro-djihad et a déclaré à plusieurs reprises adhérer à l'idéologie d'Al-Qaïda³⁷. À l'instar des filiales d'Al-Qaïda, Shekau a proféré des menaces contre les États-Unis, la Grande-Bretagne ou encore la France dans plusieurs de ses vidéos³⁸. Dans l'une d'elle, diffusée en décembre 2013, le leader de Boko Haram a même déclaré « *Demain vous nous verrez même en Amérique. Notre opération ne se limite pas au Nigeria. Elle vise le monde entier.* »³⁹.

32. « Double attentat meurtrier dans une gare routière du Nigeria », AFP, 14 avril 2014.

33. « La tragédie 'May Day' », *Courrierinternational.com*, 2 mai 2014.

34. « Washington classe Boko Haram et Ansaru comme terroristes », *Jeuneafrique.com*, 13 novembre 2013.

35. « UN Security Council Blacklists Boko Haram », *Allafrica.com*, 22 mai 2014.

36. Mehdi Mekdour, « [Al-Qaïda au Maghreb islamique](#) », Fiche documentaire du GRIP, août 2011, Bruxelles.

37. Bill Roggio, « Boko Haram emir praises al Qaeda », *TheLongwarjournal.org*, 30 novembre 2012 ; Joe Brock, « Special report: Boko Haram – Between rebellion and jihad », *Reuters*, 31 janvier 2012.

38. « Un homme disant être le chef de Boko Haram apparaît dans une vidéo », *Lexpress.fr*, 25 septembre 2013.

39. « Boko Haram revendique l'attaque contre la base militaire de Maiduguri », *Koaci.com*, 12 décembre 2013.

Ces menaces, qui sont restées purement verbales, pouvaient s'interpréter comme une incitation à l'égard des Nigériens se trouvant sur le sol américain pour qu'ils mènent des attaques contre les États-Unis, faisant ainsi écho à l'appel du 11 septembre 2013 du numéro un d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri⁴⁰. Toutefois, en dépit de ces déclarations, rien ne permet pour l'heure d'établir un lien direct entre le groupe nigérian et la maison-mère d'Al-Qaïda. Cette dernière pourrait cependant vouloir s'intéresser de plus près au groupe nigérian suite au battage médiatique dont il a bénéficié après le rapt des lycéennes de Chibok.

Boko Haram et les filiales locales d'Al-Qaïda, une influence opérationnelle

Les interactions entre Boko Haram et les filiales d'Al-Qaïda en Afrique, en particulier AQMI⁴¹, sont avérées⁴². Toutefois il ne s'agit pas de liens structurels et stratégiques – les deux groupes n'en sont pas à coordonner leurs attaques – mais plutôt d'un échange de procédés :

- Boko Haram y trouve un intérêt pratique et politique. Pratique car il bénéficie de l'expertise de ces groupes (attentat-suicide, fabrication d'explosifs, rapt, etc.). Des combattants de la secte ont notamment pu intégrer les camps d'entraînement des Shebab en Somalie⁴³ ou d'AQMI dans la bande sahélienne (par exemple à Tombouctou au Mali au cours de l'été 2011⁴⁴ et en avril 2012⁴⁵). Politique car en étant associé à des groupes terroristes aussi puissants, Boko Haram gagne en prestige et se positionne mieux pour faire pression sur les autorités nigérianes et la communauté internationale.
- En maintenant le lien avec Boko Haram, AQMI tend à renforcer son influence au Nigeria, poids lourd du continent et riche pays pétrolier particulièrement important pour l'ennemi numéro un des islamistes radicaux, les États-Unis. En aidant au développement de Boko Haram, on peut émettre l'hypothèse qu'AQMI suive une stratégie d'expansion et d'implantation régionale déjà appliquée au Mali et consistant à privilégier une alliance avec des groupes locaux plutôt que de s'exposer directement. Selon le numéro un d'AQMI, Abdel Malek Droukdel, « mieux vaut apparaître comme un mouvement local avec ses propres causes et ses préoccupations. Nous n'avons aucune raison de mettre en avant notre projet djihadiste et expansionniste ».⁴⁶

40. Le 11 septembre 2013, Al-Zawahiri a déclaré : « Pour maintenir l'Amérique sous tension et en état d'alerte, il faut quelques attaques par-ci par-là. Nous avons déjà gagné la guerre en Somalie, au Yémen, en Irak et en Afghanistan, nous devons donc poursuivre cette guerre sur ses propres terres ». « Le chef d'Al-Qaïda appelle à attaquer les USA », *Wikistrike.com*, 14 septembre 2013.

41. Felipe Pathé Duarte, « Maghrebien Militant Maneuvers: AQIM as a Strategic Challenge », *Center for Strategic and International Studies*, 28 septembre 2011.

42. US House of representatives, Committee on Homeland Security, « Boko Haram – Growing Threat to the US Homeland », septembre 2013, p. 20-23.

43. « From Somalia to Nigeria », *The Weekly Standard*, 18 juin 2011.

44. Ford Copeland, « The Boko Haram insurgency in Nigeria », *Civil-Military Fusion Centre*, février 2013.

45. Habeeb I. Pindiga, « Boko Haram Training Camps Found in Mali », *Daily Trust*, 6 février 2013.

46. « Un document inédit sur la stratégie d'AQMI dans le Sahel retrouvé à Tombouctou », *Rfi.fr*, 16 février 2013.

Par ailleurs, les deux groupes peuvent parfois s'entre-aider : des éléments de Boko Haram auraient notamment participé à l'attaque contre le consulat algérien à Gao, début avril 2012, aux côtés d'AQMI et de ses alliés⁴⁷.

Un agenda nigérian

En dépit de cette influence et de quelques actions symboliques, Boko Haram ne semble pourtant pas s'inscrire dans la mouvance du djihad international. L'agenda du groupe reste national, avec des actions dirigées contre les autorités nigérianes. À l'heure actuelle, l'attentat-suicide contre le siège des Nations unies à Abuja en août 2011⁴⁸ reste la seule attaque dirigée expressément contre des intérêts occidentaux. Quant aux rapt d'Occidentaux dans l'Extrême-Nord du Cameroun depuis février 2013, ils sont davantage motivés par des considérations financières qu'idéologiques ; c'est l'argent des rançons qui est visé plus que l'Occident en tant que tel. De plus, ils semblent davantage refléter une réconciliation opportuniste entre Shekau et le leader d'Ansaru, Khalid al-Barnawi, plus qu'une internationalisation de l'action du groupe.

Officiellement créé en janvier 2012, Ansaru est une dissidence de Boko Haram qui se présentait comme plus « humaine » car opposée aux meurtres de musulmans (contrairement à Boko Haram qui s'attaque aux musulmans jugés trop modérés)⁴⁹. Ansaru est à l'origine de l'enlèvement de plusieurs Occidentaux au Nigeria, notamment celui d'un ingénieur français à Katsina en décembre 2012⁵⁰ et de sept expatriés dans l'État de Bauchi en février 2013⁵¹. Cependant, Ansaru n'a plus fait parler de lui depuis ce dernier fait d'armes, probablement du fait de l'affaiblissement d'un de ses parrains, le djihadiste Mokhtar Belmokhtar, à la suite de l'intervention française au Mali.

Parallèlement, à la même période, Boko Haram a commencé à recourir aux enlèvements de Nigériens contre rançons⁵², laissant envisager une sorte de basculement de la cellule kidnapping d'Ansaru au sein de Boko Haram. Selon Jacob Zenn, analyste à la *Jamestown Foundation*, Shekau et Al-Barnawi auraient trouvé un compromis : les hommes d'Al-Barnawi ayant été quelque peu isolés de leur réseau sahélien du fait de l'opération Serval au Mali, Boko Haram leur offrirait sa protection en échange d'une partie des rançons⁵³. Le rapt de la famille française Moulin-Fournier dans l'Extrême-Nord du Cameroun en février 2013⁵⁴ n'est en effet pas sans rappeler le mode opératoire d'Ansaru.

47. « Boko Haram en renfort des islamistes armés dans le nord du Mali », *Rfi.fr*, 10 avril 2012.

48. « La secte islamiste Boko Haram revendique l'attentat contre l'ONU au Nigeria », *LeMonde.fr*, 26 août 2011.

49. « Rift in Boko Haram, 'Ansaru' Splinter Group Emerges, Calls BH 'Inhuman' To Muslims », *Saharareporters.com*, 31 janvier 2012.

50. « L'ex-otage Francis Collomp de retour en France après son évasion au Nigeria », *Lemonde.fr*, 18 novembre 2013.

51. « Nigerian terror group, Ansaru, displays bodies of 7 hostages murdered in Bauchi », *Saharareporters.com*, 11 mars 2013.

52. Jacob Zenn, « Leadership Analysis of Boko Haram and Ansaru in Nigeria », CTC Sentinel, Vol. 7, Issue 2, février 2014, p. 23-29.

53. Ibid.

54. « La famille Moulin-Fournier a été libérée », *Parismatch.com*, 19 avril 2013.

D'ailleurs, selon une source se disant proche de Boko Haram, le rapt d'un prêtre français, dans la même région en novembre 2013, a été mené « en coordination avec Ansaru », qui s'avère être le véritable cerveau de ces opérations⁵⁵.

Une entité à part

À l'heure actuelle, ce serait une erreur de vouloir enfermer et réduire Boko Haram à un mouvement djihadiste⁵⁶. L'hétérogénéité du groupe et les divergences de points de vue entre ses leaders – certains étant plus enclins à basculer vers le djihad international que d'autres – rendent le mouvement plus complexe et ses actions plus imprévisibles. Le gouvernement ne cesse quant à lui d'agiter l'étiquette terroriste pour plusieurs raisons : cela lui permet de solliciter l'aide des Occidentaux et en premier lieu des États-Unis et de la France dans le cadre de la lutte contre le terrorisme mais aussi de justifier son incapacité à gérer le problème. Ne pas réussir à vaincre une insurrection serait un aveu de faiblesse alors qu'il est plus difficile d'exiger d'un gouvernement de parvenir à bout d'un groupe terroriste soutenu par une organisation aussi puissante qu'Al-Qaïda.

2.2. Utilisation des médias comme arme de guerre

Autre symbole de l'influence des groupes djihadistes sur Boko Haram, la stratégie de communication du groupe n'est pas sans rappeler celle de certaines filiales d'Al-Qaïda. L'hypothèse que Boko Haram ait reçu une formation de la branche médiatique des Shebab, « Al Kataib », ne peut être écartée. *The Long War Journal* a souligné que la mise en scène des vidéos d'Abubakar Shekau est similaire à celles émises par les Shebab⁵⁷.

Boko Haram a considérablement développé sa branche médiatique depuis le début de l'offensive, ce qui lui permet de revendiquer ses attaques dans des délais relativement courts (quelques jours), de contredire les discours victorieux de l'armée nigériane et de remotiver ses troupes, voire d'attirer de nouvelles recrues. Le groupe a même filmé certaines attaques, comme celle menée contre la caserne de Giwa en mars⁵⁸. Les vidéos de Shekau sont de plus en plus fréquentes bien que certains observateurs émettent des doutes quant à la véritable identité de l'interlocuteur. Selon Jacob Zenn, « Abubakar Shekau » est un nom de guerre que beaucoup de leaders de Boko Haram utilisent⁵⁹ et l'homme se présentant comme Shekau ne serait pas le même dans toutes les vidéos.

Le rapt des lycéennes de Chibok constitue un véritable coup médiatique pour Boko Haram. La campagne #BringBackOurGirls qui a mobilisé une multitude de personnalités publiques telles que Michelle Obama, David Cameron ou encore Justin Timberlake, a propulsé le groupe sur le devant de la scène. Si cette campagne dénonce les agissements de la secte, elle condamne également la passivité des décideurs politiques (nationaux et internationaux) dans la crise nigériane.

55. « Boko Haram assure détenir le prêtre français enlevé au Cameroun », *Lefigaro.fr*, 14 novembre 2013.

56. « L'Afrique, c'est chic. », *Aboudjaffar.blog.lemonde.fr*, 16 mai 2014.

57. Bill Roggio, « Boko Haram emir praises al Qaeda », *TheLongWarJournal.org*, 30 novembre 2012.

58. « Boko Haram at Giwa Barracks », *Youtube.com*, 26 mars 2014.

59. Interview Jacob Zenn par Christophe Boisbouvier sur *Rfi.fr*, 15 mai 2014.

Toutefois, comme le souligne Bertrand Monnet, spécialiste des risques criminels, « plus on communique sur un enlèvement, plus on donne de la valeur aux otages et plus on les met en danger »⁶⁰. La prise de position de certains politiques français tranche d'ailleurs avec la traditionnelle discrétion de l'Élysée lorsqu'il s'agit de négocier la libération d'otages. Après avoir menacé de vendre les otages comme esclaves ou de les marier, Shekau est revenu sur ses propos, demandant la libération de ses hommes détenus prisonniers, une revendication qui n'est pas nouvelle⁶¹.

Après avoir décrété qu'il n'appartenait pas à la secte de fixer les conditions de la libération, les autorités ont fini par céder à la pression médiatique et déclaré qu'elles étaient prêtes à dialoguer avec le groupe⁶².

Ainsi la forte mobilisation de la communauté internationale se révèle à double tranchant pour l'administration Jonathan. D'un côté, le Nigeria a bénéficié de l'aide de plusieurs pays tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et la France qui ont dépêché des experts pour aider l'armée à retrouver les otages. Les États-Unis ont même déployé des drones de surveillance⁶³. De plus, un sommet réunissant autour d'une même table les présidents nigérian, camerounais, nigérien, tchadien et béninois sur la sécurité au Nigeria s'est tenu le 17 mai...à Paris⁶⁴. De plus en plus impliquée dans le dossier, la France pourrait inciter le Cameroun à s'investir davantage dans la lutte contre Boko Haram⁶⁵. Néanmoins, ni l'Union africaine ni les organisations sous-régionales n'ont été conviées à ce sommet, contrairement aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à l'Union européenne. Or, une trop grande implication des Occidentaux dans le conflit nigérian, aux côtés d'une armée accusée d'exactions sur les populations civiles, pourrait apporter de l'eau au moulin de Boko Haram dans ses campagnes de recrutement pour combattre l'« envahisseur » occidental.

D'un autre côté, la médiatisation de l'affaire a placé les autorités nigérianes sous le feu des projecteurs...et des critiques. Le président Jonathan a été fortement tancé pour son manque de réactivité dans le dossier, notamment par les États-Unis. Selon l'ONG *Amnesty International*, l'armée nigérianne aurait été informée de l'attaque contre le lycée de Chibok quatre heures avant qu'elle n'ait lieu mais n'a pris aucune mesure par faute de moyens⁶⁶. En échange de l'aide apportée, les pays occidentaux vont être intransigeants à l'égard du président dans sa gestion du dossier Boko Haram. Aucune bavure ne sera tolérée et le moindre faux pas sera instrumentalisé par l'opposition dans un but électoraliste.

60. « Boko Haram n'avait sans doute pas rêvé une telle promotion », *Lexpress.fr*, 12 mai 2014.

61. « Au Nigeria, Boko Haram veut un échange entre les lycéennes et des prisonniers », *Lemonde.fr*, 12 mai 2014.

62. « Lycéennes enlevées au Nigeria : le gouvernement accepte de dialoguer avec Boko Haram », *Lanouvelletribune.info*, 14 mai 2014.

63. « Un contingent américain au Tchad pour pister les lycéennes nigérianes », *Rfi.fr*, 22 mai 2014.

64. Michel Luntumbue, [Groupes armés, conflits et gouvernance en Afrique de l'Ouest : une grille de lecture](#), Note d'Analyse du GRIP, 27 janvier 2012.

65. Pauline Guibbaud, [Boko Haram : le Nord-Cameroun dans la tourmente ?](#), Éclairage du GRIP, 3 juin 2014.

66. « Selon Amnesty International, l'armée était prévenue de l'enlèvement des lycéennes », *Lemonde.fr*, 9 mai 2014.

Dans ce contexte, l'annulation de la visite du chef de l'État à Chibok le 17 mai – soit un mois après l'enlèvement des lycéennes – a été mal perçue par les populations locales qui ont le sentiment d'être délaissées par leur président⁶⁷. Depuis sa prise de pouvoir en 2010, Goodluck Jonathan ne s'est rendu dans le nord du pays qu'à une seule reprise, en mars 2013⁶⁸, un geste politique fort consenti après de violentes critiques de l'opposition.

3. Boko Haram à l'aube des élections générales de 2015

Alors qu'une victoire militaire sur Boko Haram à moins d'un an des élections de février 2015 permettrait à Jonathan de remonter dans les sondages, les autorités nigérianes apparaissent dépassées par les événements, ce qui n'échappe pas à l'opposition. Si l'état d'urgence n'a pour l'heure qu'empiré la situation, les querelles politiciennes empêchent l'émergence d'une stratégie nationale plus globale. Plusieurs tentatives de dialogue ont ainsi vu le jour depuis le début de l'insurrection mais aucune n'a pu aboutir.

3.1. Une solution militaire insuffisante : état d'urgence prolongé

Alors que l'état d'urgence dans les trois États du nord-est a été prolongé pour la seconde fois le 20 mai⁶⁹, la stratégie militaire du gouvernement demeure insuffisante. Certes la nature du conflit – une guérilla menée par des hommes pouvant aisément se fondre au sein de la population locale – dessert les forces nigérianes. De plus, du fait de la porosité des frontières, les combattants de Boko Haram peuvent se replier dans les pays voisins sans que les forces armées nigérianes ne puissent les poursuivre⁷⁰. Mais les causes de cet échec sont également inhérentes aux forces de sécurité.

Une des grandes difficultés auxquelles est confrontée l'armée est son impopularité dans le nord-est du pays car elle est régulièrement accusée d'exactions contre les populations locales. Ainsi, le 14 mars, l'armée aurait sommairement exécuté des centaines de détenus que Boko Haram venait de libérer lors de l'attaque contre la caserne de Giwa (Borno)⁷¹. L'absence de confiance des populations locales à l'égard des forces armées freine la coopération dans la lutte contre le groupe radical. Conscient de ces lacunes, le conseiller à la sécurité nationale, Sambo Dasuki, a déclaré le 18 mars que les autorités allaient mettre en place une « méthode douce » pour mettre fin aux activités de Boko Haram⁷². Il s'agirait de travailler plus étroitement avec les communautés locales et de « communiquer de façon stratégique » avec elles pour lutter plus efficacement contre l'idéologie islamiste.

Par ailleurs, les forces nigérianes sont minées par des rivalités internes entre les différents services de sécurité qui nuisent à leur efficacité. Face à ce constat, le président a destitué les chefs d'État-major des armées de terre, de l'air et de la marine le 16 janvier, déclarant

67. « Goodluck Jonathan boude Chibok », *Lepoint.fr*, 17 mai 2014.

68. « Le président à Maiduguri », *BBC.co.uk*, 7 mars 2013.

69. « Senate approves extension of emergency rule with full military operation », *Allafrica.com*, 21 mai 2014.

70. Pauline Guibbaud, [Boko Haram : le Nord-Cameroun dans la tourmente ?](#), Éclairage du GRIP, 3 juin 2014.

71. « More than 1,500 killed in armed conflict in north-eastern Nigeria in early 2014 », *Amnesty International Publications*, mars 2014.

72. « Le Nigeria dit vouloir utiliser "la carotte et le bâton" contre Boko Haram », AFP, 18 mars 2014.

qu'il ne pouvait « tolérer aucune compétition inutile qui ferait régresser le pays »⁷³. La nouvelle hiérarchie militaire va devoir remettre de l'ordre au sein de ses rangs alors que les troupes sont dites démoralisées. Certains témoignages relatent que des soldats prennent la fuite face aux éléments de Boko Haram ou se cachent pour ne pas avoir à les affronter⁷⁴. Le manque de réactivité de l'armée est régulièrement pointé du doigt alors que les attaques de Boko Haram peuvent parfois durer des heures sans que les militaires n'interviennent⁷⁵. Les gouverneurs des États de Borno et Yobe déplorent également l'insuffisance des effectifs déployés sur place⁷⁶, les soldats étant surtout présents dans les villes alors que les attaques ont principalement lieu en zones rurales, un même village pouvant être attaqué à plusieurs reprises sur une courte période (le village d'Izge a été attaqué le 15 février – 106 morts – puis une seconde fois le 19 février, pas de victime). Pire, Boko Haram bénéficierait de complicités internes au sein de l'armée, y compris parmi les hauts gradés⁷⁷. En janvier 2012, le président Jonathan avait dénoncé l'infiltration de la secte au sein des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi que dans l'appareil sécuritaire⁷⁸. Reste à savoir si ces complicités relèvent de la corruption ou d'une véritable adhésion à l'idéologie du mouvement.

La récente mobilisation internationale pourrait permettre – du moins sur le court terme – un renforcement de la coopération internationale et régionale. Reste à savoir si les efforts consentis en ce sens se poursuivront une fois la pression médiatique retombée.

3.2. Absence de consensus national

L'élite politique est divisée quant à la ligne à suivre, nordistes et sudistes s'accusant mutuellement de nourrir l'insécurité dans un but électoraliste. Loin d'être considéré comme un problème national – qui ne concernerait que le nord-est, bien que les récents développements aient quelque peu fait évoluer les mentalités⁷⁹ –, Boko Haram est perçu comme un instrument dans le débat politique.

Violences politiques sous couvert de Boko Haram

Depuis le début de l'insurrection, plusieurs leaders politiques du nord ont été accusés – à tort ou à raison – de financer Boko Haram dans le but de déstabiliser l'administration en place. Ainsi, l'ancien gouverneur de Borno, Ali Modu Sheriff (ANPP, opposition) a été accusé d'avoir soutenu le groupe dans ses premières heures, lui versant des financements et lui promettant une stricte application de la charia en échange de son soutien durant la

73. « Les chefs des trois armes renvoyés en raison de leurs rivalités », AFP, 29 janvier 2014.

74. « Boko Haram insurgency, demoralised army and the Civilian JTF », *Marxist.com*, 27 mars 2014.

75. « We must look deeper for answers to Boko Haram », *Dailytrust.info*, 25 mars 2014.

76. « Deploy more troops to fight insurgency, Northern governors tell FG », *National Mirror*, 18 février 2014.

77. « Army, Boko Haram Working Together in Parts of Nigeria? », *Voanews.com*, 5 avril 2014.

78. « Boko Haram has infiltrated my govt – Jonathan », *The Punch*, 9 janvier 2012.

79. Comme en attestent les manifestations à travers le pays pour dénoncer le rapt de Chibok. « 'Rescue Our Girls' protests persist in Lagos », *This Day*, 13 mai 2014 ; « Manifestation des enseignants contre le rapt des lycéennes », *Rfi.fr*, 23 mai 2014.

campagne électorale de 2003⁸⁰. Boko Haram se serait ensuite retourné contre lui car il n'aurait pas respecté ses promesses une fois au pouvoir. Des membres de l'ANPP ont alors été tués et l'opposition a accusé le PDP d'être à l'origine de ces assassinats politiques.

À l'approche des élections générales, l'instrumentalisation de certains membres de Boko Haram ou utilisation de leur nom pour commettre de nouvelles violences politiques est à craindre⁸¹. À cet égard, le phénomène des « *Civilian JTF* » est particulièrement inquiétant : le risque de voir ces jeunes armés instrumentalisés à des fins politiques, par un camp ou par un autre, durant la campagne électorale est à prendre en considération.

Campagnes de diffamation

Des groupes d'intérêts politiques se servent de Boko Haram pour mener des campagnes de diffamation contre leurs ennemis ou toute personne encombrante. Récemment, le PDP a accusé l'APC d'incitation à la violence, créant une nouvelle polémique entre les deux principaux partis⁸². En février, le gouverneur de la Banque centrale, Lamido Sanusi, apprécié pour son engagement dans la lutte contre la corruption, a été démis de ses fonctions par le président Jonathan après avoir signalé la perte de 20 milliards de dollars de revenus pétroliers. Son éviction a officiellement été motivée par des « imprudences financières » mais peu de temps après l'ex-gouverneur a été accusé de financer Boko Haram. Ces accusations ont été perçues dans les médias comme un coup monté des autorités pour décrédibiliser Sanusi⁸³.

Ces campagnes de diffamation nuisent aux tentatives de dialogue : méfiants, les leaders du Nord refusent de prendre part aux négociations au titre de médiateur par crainte de se voir accuser de collusion avec Boko Haram⁸⁴.

État d'urgence, mascarade politique ?

Les gouverneurs de Borno, d'Adamawa et de Yobe sont fermement opposés à l'état d'urgence qu'ils jugent inutile et inefficace, pointant du doigt la montée des violences⁸⁵. Les trois hommes, appartenant tous à l'opposition, craignent que le gouvernement central ne prenne le contrôle de leur administration en décrétant un état d'urgence total.

80. « Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency », Crisis Group Africa Report n°216, 3 avril 2014.

81. Par exemple l'assassinat de 18 membres de l'APC le 7 avril et de deux leaders APC le 21 avril, dans le Borno, par des membres présumés de Boko Haram. « Boko Haram ambushes travellers, kills 18 APC delegates, 7 others », *Newsexpressngr.com*, 7 avril 2014 ; « Boko Haram: Two APC Chieftains killed in Borno », *Opeonayemi.blogspot.nl*, 22 avril 2014.

82. « PDP accuses APC of sponsoring Boko Haram », *Blueprint.ng*, 19 mars 2014.

83. « Sanusi, victime d'un complot? », *BBC.co.uk*, 7 mars 2014.

84. « Buhari won't mediate for terrorists – CPC », *Vanguardngr.com*, 3 novembre 2012.

85. « State of emergency useless, says Shettima », *Thenationonlineng.net*, 15 mai 2014.

En avril, l'armée a réclamé une telle mesure qui consisterait à suspendre les trois gouverneurs – qu'elle accuse de sabotage – et à instaurer une administration militaire dans les trois États⁸⁶. Alors que Jonathan cherchait l'approbation du Parlement pour une reconduction de l'état d'urgence, les forces nigérianes n'ont pas obtenu gain de cause.

En effet, si l'état d'urgence a été prolongé, les débats houleux au sein du Parlement témoignent de la division de l'élite politique à ce sujet. Après avoir juré qu'ils rejetteraient cette mesure⁸⁷, les sénateurs du Nord ont finalement abdicqué, en émettant toutefois des réserves. Ainsi la prorogation a été assortie de huit conditions, parmi lesquelles un rapport mensuel des services de sécurité sur la base duquel le Sénat pourra prendre des décisions adéquates, y compris la suspension de l'état d'urgence ; la mise en place d'un plan Marshall dans le nord-est.

L'état d'urgence pose également la question de la tenue des élections de 2015 dans les trois États concernés. En décembre 2013, la commission électorale a émis des doutes quant à sa capacité à organiser un scrutin dans une zone placée sous état d'urgence⁸⁸. Or, l'électorat du Nord est favorable à l'opposition.

La question du dialogue sur fond de clivage Nord/Sud

Dénonçant les différences de traitement entre la crise du delta du Niger et celle du nord-est, plusieurs personnalités influentes du Nord, notamment le sultan de Sokoto, chef spirituel des musulmans du Nigeria sont favorables à la mise en place d'un programme d'amnistie⁸⁹ semblable à celui accordé aux ex-militants du delta du Niger en 2009 et remettent en question la bonne foi du gouvernement dans les tentatives de dialogue avec Boko Haram. Le gouvernement a longtemps insisté sur le fait qu'il était impossible de dialoguer avec des « fantômes », Boko Haram étant un mouvement « sans visage », mais a finalement mis en place un comité présidentiel chargé d'étudier cette possibilité en avril 2013. Il s'agissait avant tout d'apaiser certains leaders du Nord – dont Jonathan voulait s'assurer le soutien lors des élections de 2015 – mais sans réelle volonté de dialogue.

De fait, le comité s'apparente davantage à une coquille vide. Deux des personnes désignées pour le constituer – Datti Ahmad et Shehu Sanni – ont d'ailleurs refusé d'y prendre part, soulignant le fait que tous les efforts qui avaient pu être réalisés jusque-là pour l'établissement d'un dialogue avaient été ruinés par le gouvernement⁹⁰. En effet, Jonathan ne pouvait non plus pas s'aliéner son électorat, les sudistes refusant que l'argent issue de la rente pétrolière soit alloué aux « terroristes » du Nord.

86. « *Military Wants Three Govs Suspended* », *Allafrica.com*, 21 avril 2014.

87. « *Northern Senators Vow to Stop Extension of Emergency Rule* », *Thisdaylive.com*, 15 mai 2014 ; « *Senate Endorses Extension Of Emergency Rule With Eight Conditions* », *Informationng.com*, 21 mai 2014.

88. « *No election in states under emergency rule* », *News24.com*, 17 décembre 2013.

89. « *Declare total amnesty for Boko Haram, Sultan tells Jonathan* », *Vanguard.ng*, 6 mars 2013.

90. « *How presidency frustrated peace talks with Boko Haram* », *Vanguardngr.com*, 12 décembre 2013.

Pour certains, la comparaison entre la situation du delta du Niger et celle du nord-est du Nigeria est intolérable⁹¹. La situation est d'autant plus complexe que le programme d'amnistie à l'égard des ex-militants touche à sa fin en 2015⁹². Si le gouvernement consentait à un programme d'amnistie pour Boko Haram, le risque que les ex-militants jouent la surenchère dans la violence afin de continuer à profiter des prébendes du programme ne peut être écarté. Or, le président Jonathan – jusque là « soutenu » par les ex-militants⁹³ – ne peut prendre le risque d'une nouvelle déstabilisation de la région du Delta.

Bien que la responsabilité de l'échec des négociations n'incombe pas entièrement à Jonathan, le manque de volonté politique a contribué à l'échec de l'initiative du comité présidentiel. Toutefois l'action de ce dernier n'est pas restée sans conséquence : elle a favorisé l'éclatement de Boko Haram mais a aussi contribué à la radicalisation du noyau dur. En effet, la perspective d'une amnistie a accentué le clivage entre les éléments modérés et les fidèles de Shekau, menant à une crise de leadership au sein du mouvement. Tous les présumés représentants du groupe approchés par le comité présidentiel ont été répudiés par Shekau⁹⁴ mais le refus catégorique de ce dernier à s'ouvrir au dialogue l'a rendu impopulaire auprès d'une frange du mouvement. Si les conséquences exactes de cette crise de leadership restent floues, le Huffington Post a affirmé en juillet 2013 que Shekau avait été destitué par la choura⁹⁵. Fondées ou pas, ces rumeurs – combinées aux déclarations du comité présidentiel sur de prétendues discussions en cours avec Boko Haram – ont conduit à une plus forte radicalisation des hommes de Shekau. Ce dernier a en effet redoublé de violence pour réaffirmer son autorité, faire taire les rumeurs sur sa mort et démontrer sa volonté de poursuivre le combat. Shekau a par ailleurs menacé de mort quiconque prétendrait dialoguer avec le gouvernement en son nom (ces menaces ont déjà été mises à exécution par le passé⁹⁶).

91. Voir les propos tenus par Godson Jim-Dorgu, directeur de l'Environmental Health and Safety Network pour l'État de Bayelsa : « La carotte ou le bâton ? – Boko Haram divise les Nigériens », *Irinnews.org*, 18 juillet 2012.

92. « Amnesty to Niger-Delta militants will end by 2015 », *Dailytimes.com.ng*, 27 janvier 2013.

93. « Delta Militant Insists Goodluck Jonathan Run for President in 2015 », *blogs.cfr.org*, 14 mai 2013.

94. « Boko Haram denies peace talks with Nigeria », *Thehindu.com*, 3 mars 2013.

95. Le terme choura (concertation, conseil) désigne dans ce cas le conseil d'administration d'une institution religieuse. « Terrorist leader deposed in Nigeria », *Huffingtonpost.com*, 1er juillet 2013.

96. US House of representatives, Committee on Homeland Security, « Boko Haram – Growing Threat to the US Homeland », septembre 2013, p. 14-15.

Conclusion

Si les évènements de Chibok ont permis une prise de conscience au niveau international, celle-ci pourrait toutefois rester sans effet une fois la pression médiatique retombée si les efforts consentis ne s'inscrivent pas sur le long terme.

Par ailleurs, la crise politique sans précédent que traverse le parti au pouvoir en cette période pré-électorale embrouille la lecture. Le PDP est au pouvoir depuis l'indépendance mais son hégémonie est désormais menacée. Ainsi, aucune décision – quelle qu'elle soit – concernant la situation sécuritaire dans le nord ne sera prise sans être motivée par un calcul électoraliste. Si l'issue des scrutins de 2015 est incertaine, ses conséquences sur Boko Haram le sont tout autant.

- En cas de **victoire du PDP**, le risque que le nord du pays reste marginalisé ne peut être écarté, surtout si les autorités parviennent à contenir les violences dans le nord-est. En effet, en dépit du nombre élevé de victimes, le conflit n'a pas de conséquences aussi désastreuses qu'a pu avoir la crise du delta du Niger sur l'économie du premier pays producteur de pétrole du continent. Il est donc peu probable que le gouvernement engage autant de moyens financiers que dans le delta du Niger pour y acheter la paix par le biais d'un programme d'amnistie.
- En cas de **victoire de l'APC**, la fragile alliance pourrait voler en éclat en raison des rivalités internes entre les différents partis qui la compose. Au niveau local, les différentes factions de l'APC se disputent déjà – parfois violemment – le pouvoir⁹⁷. Or, l'établissement d'un pouvoir politique fort et stable est indispensable pour lutter efficacement contre Boko Haram.

Quoiqu'il en soit, un dialogue avec la cellule de Shekau ne semble pas envisageable, ce dernier étant fermement opposé à cette idée. La donne pourrait en revanche changer, et basculer en faveur des modérés, en cas de décès du leader emblématique de Boko Haram. Plusieurs scénarii sont envisageables en fonction de l'identité de son successeur :

- Le mouvement pourrait franchir une étape et se rapprocher davantage des groupes djihadistes présents au Sahel si Khalid al-Barnawi prenait la tête du groupe. Un scénario que Jacob Zenn estime peu probable car al-Barnawi ne dispose pas d'un ancrage suffisamment fort dans l'État de Borno, fief de Boko Haram.⁹⁸
- Le mouvement poursuit sa ligne radicale sous le commandement d'un successeur désigné par Shekau lui-même et suffisamment charismatique et consensuel pour parvenir à se faire obéir de ses hommes. Certains proches de Shekau pourraient également maintenir l'illusion que celui-ci n'est pas mort en continuant la diffusion de vidéos mettant en scène un sosie et évitant ainsi une nouvelle crise de leadership.

97. « Ogun APC crisis deepens as Amosun, Osoba factions clash », *Allafrica.com*, 24 avril 2013.

98. Jacob Zenn, « Leadership Analysis of Boko Haram and Ansaru in Nigeria », CTC Sentinel, vol. 7, Issue 2, février 2014, p. 23-29.

- Le mouvement s'affaiblit peu à peu, poussant les membres de la secte à se tourner vers les modérés et à envisager un dialogue avec le gouvernement.

Toutefois, le dialogue à lui seul, quand bien même assorti d'une amnistie, ne serait qu'une solution partielle et de court terme s'il n'est pas accompagné de politique de désenclavement du nord du pays. Sans autre alternative, à savoir un emploi, les combattants seraient tentés de reprendre les armes ou de se tourner vers la criminalité comme dans le cas du delta du Niger où les ex-militants se sont tournés vers la piraterie, l'*oil-bunkering* et l'industrie du kidnapping. De plus, le gouvernement n'a pas les moyens d'acheter indéfiniment la paix, une politique de développement de la région sur le long terme est donc indispensable.

* * *

Bibliographie

- Sous la direction de Mantzikos Ioannis, « *Boko Haram – Anatomy of a crisis* », e-International Relations, octobre 2013.
- US House of representatives, Committee on Homeland Security, « *Boko Haram – Growing Threat to the US Homeland* », septembre 2013.
- « *Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency* », Crisis Group Africa Report N°216, 3 avril 2014.
- Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « *Boko Haram: Islamism, politics, security and the state in Nigeria* », West African Politics and Society Series, Vol. 2, African Studies Centre/Institut français de la recherche en Afrique, 2014.

L’auteure

Priscilla Sadatchy est chercheure associée au GRIP. Elle travaille en particulier sur les questions liées aux groupes armés et plus largement sur les problèmes de sécurité en Afrique de l’Ouest.

Avec le soutien du



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération
au développement